

Belgium-Liège: Architectural, construction, engineering and inspection services

OJ S 138/2022 20/07/2022

Contract notice

Services

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: SPI

Postal address: Rue du Vertbois, 11

Town: Liège

NUTS code: BE33 Prov. Liège

Postal code: 4000

Country: Belgium

E-mail: info@spi.be

Telephone: +32 42301111

Fax: +32 42301120

Internet address(es):

Main address: www.spi.be

I.3. Communication

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <https://cloud.3p.eu/Downloads/1/1865/MS/2022>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://eten.publicprocurement.be>

I.4. Type of the contracting authority

Other type: Intercommunale

I.5. Main activity

Economic and financial affairs

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

Marché de service - Marché auteur de projet pour la construction d'un hub logistique "circuits courts" sur le site du Marché Matinal à Liège

Reference number: 2022-1865

II.1.2. Main CPV code

71000000 Architectural, construction, engineering and inspection services

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

voir II.2.4

II.1.5. Estimated total value

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.3. Place of performance

NUTS code: BE33 Prov. Liège

Main site or place of performance: Marché Matinal de Liège sis Avenue Joseph Prévers 27 à 4020 Liège

II.2.4. Description of the procurement

Objet des services : Marché de service - Marché auteur de projet pour la construction d'un hub logistique "circuits courts" sur le site du Marché Matinal à Liège.

Commentaire :

Le présent cahier des charges concerne une mission complète d'auteurs de projet pour la construction d'un hub logistique équipé et dédié aux activités de grossiste, de transformation alimentaire de produits primaires et d'incubateur de coopératives à Liège. A l'instar de deux autres hubs situés à Namur (en activité et agrandi d'ici fin 2024) et Charleroi (achevé fin 2024), il contribuera à l'ambition wallonne de relocalisation de la production et de la consommation alimentaires dans un circuit le plus court possible, en optimisant les outils de distribution des produits alimentaires primaires. Il hébergera les activités d'acteurs issus de l'économie sociale dans une logique de mutualisation, celle-ci étant un levier de croissance et professionnalisation pour ces entreprises. Enfin, il participera au bien-être des citoyens en facilitant l'accès à des produits équilibrés et durables, directement (optimisation des canaux de distribution) ou indirectement (via la stimulation des marchés B2B et des collectivités).

Le contexte et les objectifs de ces hubs sont décrits plus précisément au chapitre III.2.2.

Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des soumissionnaires sur le point III.2.3 et la possibilité d'un changement de site par application de l'article 38 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.

Il s'agit d'une mission complète d'ENSEMBLE AUTEURS DE PROJET. L'équipe pluridisciplinaire à désigner sera notamment en charge des missions suivantes :

- une mission complète d'architecture
- une mission complète d'ingénierie en stabilité
- une mission complète d'ingénierie en techniques spéciales
- une mission relative à la réglementation PEB (étude faisabilité + responsable PEB)
- une mission de coordination sécurité (pour les phases projet et réalisation)
- une mission relative au BIM
- une mission de relevé de bâtiment et de ses abords directs
- une mission de responsable URE (utilisation rationnelle de l'énergie) et approche durable.

La description complète des missions confiées à l'équipe pluridisciplinaire figure dans la partie III. Description des exigences techniques.

La composition de l'équipe devra permettre de mener à bien les missions qui font partie de la mission de l'auteur de projet et sont à inclure dans ses honoraires.

Le relevé du bâtiment à démolir et de ses abords, y compris tout relevé nécessaire à l'introduction du permis d'urbanisme font partie de l'actuelle mission.

Les études pour la mise en œuvre d'un parking et des accès font partie de la mission. Les abords proches du nouveau bâtiment sont à comprendre également (étude et budget travaux). Les documents à fournir pour ces différentes phases sont reprises au chapitre III.

L'équipe pourra faire appel à toutes les compétences qu'elle juge nécessaires pour la bonne exécution de l'étude et des travaux. Les honoraires inhérents à ces éventuelles compétences complémentaires doivent être inclus dans l'offre remise. Aucun supplément d'honoraires ne sera dès lors accordé pour une quelconque autre compétence sauf si celle-ci est spécifiquement demandée par le pouvoir adjudicateur.

L'auteur de projet assurera également la mission de coordination des différents intervenants repris ci-dessus et des éventuels intervenants extérieurs nécessaires pour mener à bonne fin la mission qui lui sera confiée.

Le détail des missions d'auteur de projet (architecture, stabilité et techniques spéciales), de coordination sécurité-santé, mission BIM, une mission de relevé de bâtiment et de ses abords directs, attenantes à la PEB et responsab...(voir documents du marché)

II.2.5. Award criteria

Criteria below

Quality criterion - Name: Budget - Délai - Méthodologie de travail / Weighting: 40

Quality criterion - Name: Aspect circularité (gestion des déchets et des matériaux) - réemploi - durabilité / Weighting: 40

Quality criterion - Name: Gestion des données / Weighting: 10

Cost criterion - Name: Prix / Weighting: 10

II.2.6. Estimated value

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in days: 196

This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: yes

Identification of the project: Financement au travers du Plan de Relance et de Résilience (PNRR) Wallon fiche n°199

II.2.14. Additional information

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

Le DUME, par lequel l'opérateur économique déclare qu'il ne se trouve pas dans une des situations d'exclusion visées aux articles 67 à 69 de la loi du 17 juin 2016.

Le Pouvoir adjudicateur procèdera à la vérification de la situation de tous les soumissionnaires dans les vingt jours suivant la date ultime pour l'introduction des demandes de participation ou des offres (ONSS, dette fiscales) sur la base des attestations qui sont disponibles électroniquement pour le Pouvoir adjudicateur via l'application TELEMARC ou via d'autres applications électroniques équivalentes et accessibles gratuitement dans d'autres Etats membres.

Pour la vérification des condamnations éventuelles, l'application TELEMARC ne permettant pas d'avoir connaissance du casier judiciaire, le Pouvoir adjudicateur demandera à l'adjudicataire pressenti de lui communiquer un extrait du casier judiciaire central. Ce dernier est à demander au Service du casier judiciaire central :

- par courrier à l'adresse : SPF Justice - DG Organisation judiciaire - Casier judiciaire central - 115 boulevard de Waterloo, 1000 Bruxelles
- par fax au numéro +32 2 552 27 82
- par e-mail à cjc-csr@just.fgov.be

Pour de plus amples informations tel. au 02/5522747 (fr) ou 02/5522748 (nl).

Ce document devra être communiqué au Pouvoir adjudicateur dans les 5 jours ouvrables à compter de la demande faite au soumissionnaire.

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

Le DUME, par lequel l'opérateur économique déclare qu'il satisfait aux critères de sélection suivants :

1. Pour les missions d'architecture et d'ingénierie : Une déclaration concernant le chiffre d'affaires annuel global du soumissionnaire, portant sur les trois derniers exercices dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activités de l'opérateur économique. Si le soumissionnaire est une association/un groupement comprenant plusieurs bureaux (uniquement bureaux d'architecture et bureaux d'ingénierie), le chiffre d'affaires annuel considéré sera le cumul des chiffres d'affaires des différents bureaux faisant partie de l'association/du groupement.

Pour rappel, si le candidat a recours aux capacités d'autres entités en ce qui concerne des critères ayant trait à la capacité économique et financière, il doit apporter la preuve par écrit que les entités sont solidairement responsables de l'exécution du marché, via une déclaration d'engagement des membres du groupement.

Minimum level(s) of standards possibly required:

1. Niveau minimal : Le soumissionnaire doit faire état d'un chiffre d'affaires annuel moyen sur les 3 dernières années écoulées au moins égal à 750.000 EUR HTVA.

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

Le DUME, par lequel l'opérateur économique déclare qu'il satisfait aux critères de sélection suivants :

1. Pour la partie « Architecture » : La liste des principaux services « similaires » en cours d'exécution ou exécutés (la RP étant la date de référence) au cours des 7 dernières années en indiquant le montant, la date et leur destinataire (public ou privé). Les références présentées doivent avoir des « similarités » sur le type de prestations demandées dans le présent cahier spécial des charges.

Les références présentées doivent avoir des « similarités » au niveau du type de programmation : construction d'immeubles prouvant une expérience de la gestion logistique, bâtiment relais, hangar, zone de stockage, bureaux, ...

Le Pouvoir adjudicateur prend en compte les 7 dernières années afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, vu que les études et la réalisation des projets de cette importance dépassent généralement les 3 ans.

2. Pour la partie « Bureau d'études stabilité et techniques références » : La liste des principaux services similaires exécutés ou en cours d'exécution (c'est à dire ayant atteint au minimum la phase chantier) au cours des 7 dernières années en matière de bâtiments indiquant le montant, la date et leur destinataire (public ou privé). Les références présentées doivent avoir des similarités au niveau des études techniques demandées. Le Pouvoir adjudicateur prend en compte les 7 dernières années afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, vu que les études et la réalisation des projets de cette importance dépassent généralement les 3 ans.

3. Pour la partie responsable URE et approche durable : Le soumissionnaire fournira une expérience pour l'analyse de cycle de vie afin de prouver ses connaissances dans ce domaine : Technique servant à identifier les impacts environnementaux associés à un produit, un processus ou un service au cours de sa vie. Pour les membres de l'équipe assumant la compétence de conseil en URE et approche durable : La liste des principaux services similaires exécutés ou en cours d'exécution (c'est à dire ayant atteint au minimum la phase chantier) La référence devra dater des 7 dernières années et précisera le destinataire de l'analyse (public ou privé). Le Pouvoir adjudicateur prend en compte les cinq dernières années afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, vu que les études et la réalisation des projets de cette importance sont relativement longues et dépassent généralement les 3 ans.

4. Pour la partie responsable URE et approche durable et les membres de l'équipe assumant la compétence de conseil en matière de réemploi : La liste des principaux services similaires exécutés ou en cours d'exécution (c'est à dire ayant atteint au minimum la phase chantier) au cours des cinq dernières années en matière de bâtiments indiquant le montant, la date et leur destinataire (public ou privé). Le Pouvoir adjudicateur prend en compte les cinq dernières années afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, vu que les études et la réalisation des projets de cette importance sont relativement longues et dépassent généralement les 3 ans. Si le porteur du projet n'a pas assez de compétences en matière de réemploi, il peut s'adjoindre de l'expertise d'un bureau spécialisé.

5. Pour la mission BIM: Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les éléments de preuve relatifs à des services datant des SEPT dernières années seront pris en compte par le pouvoir adjudicateur afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, vu que les études et la réalisation de ce type de projet sont longues et dépassent généralement les 3 ans.

6. Pour la mission Coordination sécurité-santé : Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et ...(voir documents du marché)

Minimum level(s) of standards possibly required:

1. Le soumissionnaire joint à son offre une présentation détaillée de TROIS références « similaires » pertinentes au cours des SEPT dernières années pour des travaux d'un montant minimum de 750.000,00 EUR HTVA et hors frais d'études chacune. Au moins 1 des 3 références présentées portera sur des marchés publics. Chaque référence est présentée sur un maximum d'une page recto verso A4.

Chaque référence demandée sera présentée comme suit :

- Nom et adresse du projet concerné ;
- Nom et coordonnées du Maître d'Ouvrage (adresse, personne de contact, e-mail, téléphone) ;
- Une brève description du projet ;
- une photo intérieure ;

- une photo extérieure ;
- Stade du projet : en cours d'exécution de travaux/ terminé RP accordée/ terminé RD accordée ;
- un planning indicatif de la mission : date de début d'étude/ date de début de chantier et date de fin de chantier/ date de RP, date de RD le cas échéant ;
- surface du projet (m2 brut)
- budget global du projet.

2. Conception stabilité et techniques spéciales : 1 référence en stabilité et 1 référence en techniques spéciales qui portent sur des travaux en matière de marché public d'un montant minimum de 750.000,00 EUR HTVA et hors frais d'études (montant du bâtiment fini). Chaque référence demandée est présentée sur un maximum d'une page recto verso A4. Chaque fiche référence reprend les éléments suivants :

- Nom et adresse du projet concerné ; - Nom et coordonnées du Maître d'Ouvrage (adresse, personne de contact, e-mail, téléphone) ;
- Une brève description du projet ;
- une photo intérieure ;
- une photo extérieure ;
- Stade du projet : en cours d'exécution de travaux/ terminé RP accordée/ terminé RD accordée ;
- un planning indicatif de la mission : date de début d'étude/ date de début de chantier et date de fin de chantier/ date de RP, date de RD le cas échéant - surface du projet (m2 brut)
- budget global du projet.

3. Le soumissionnaire remettra un exemple d'une analyse qu'il aura réalisée pour un autre dossier, il précisera si cet exemple respecte la norme ISO 14040 : « Management environnemental - Analyse du cycle de vie - Principes et cadre » complétée par la norme ISO 14044 : « Management environnemental - Analyse du cycle de vie - Exigences et lignes directrices ». Définition des objectifs et du champ de l'étude : - Dès le début de l'étude, les objectifs et les utilisations des résultats de l'ACV envisagée doivent être clairement explicités. Le résultat dépend de l'objectif.

L'inventaire est une comptabilité analytique des flux :

- Évaluation des impacts
- Évaluation des impacts potentiels à partir des flux matières et énergies recensés, et en fonction des indicateurs et de la méthode de caractérisation sélectionnée. Interprétation des résultats obtenus en fonction des objectifs retenus

4. Pour ce faire, il remettra un dossier de réalisations antérieurs de réemploi avec un reportage photo. La référence devra correspondre à des travaux de minimum 100.000,00 EUR.

5. 1 référence de mission BIM relative à un bâtiment dont le coût total des travaux (tous domaines confondus) doit être supérieur ou égal à 750.000 EUR HTVA. La mission présentée comme référence doit au minimum être en cours de réalisation. Le Pouvoir adjudicateur prendra en compte l'expérience datant de SEPT années maximum.

6. - 1 référence de projet similaire. Le coût total des travaux (hors équipements médicaux) doit être supérieur ou égal à 750.000 EUR HTVA. La référence doit au minimum être en cours de réalisation (travaux en cours). Le Pouvoir adjudicateur prendra en compte l'expérience datant de SEPT années maximum.

- Les titres d'études et professionnels du coordinateur sécurité-santé doivent démontrer qu'il est qualifié pour exercer une mission de coordination sécurité-santé de niveau A.

7...(voir documents du marché)

III.2. Conditions related to the contract

III.2.1. Information about a particular profession

Execution of the service is reserved to a particular professionReference to the relevant law, regulation or administrative provision:

Pour la mission d'architecture :

La preuve d'inscription à l'Ordre des Architectes (ou, pour les soumissionnaires ressortissants d'Etats membres de l'Union européenne ou d'autres Etats parties à l'accord concernant l'Espace Economique Européen, une attestation certifiant qu'ils exercent légalement les activités d'architecte dans l'Etat où ils sont établis).

III.2.3. Information about staff responsible for the performance of the contract

Obligation to indicate the names and professional qualifications of the staff assigned to performing the contract

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 29/08/2022 Local time: 14:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Tender must be valid until: 25/02/2023

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 29/08/2022 Local time: 16:00

Place:

Atrium Vertbois – rue du Vertbois 11

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about electronic workflows

Electronic invoicing will be accepted

VI.3. Additional information

Informations complémentaires – Forum Q/R

Toute question ou information complémentaire sur les documents du marché peut être postée sur le forum questions-réponses de la plateforme e-procurement.

Pour ce faire, rendez-vous sur le site <https://enot.publicprocurement.be> qui vous permettra de retrouver le présent marché et de poser votre question sur le forum.

Toutes les questions et toutes les réponses sont visibles pour l'ensemble des opérateurs économiques intéressés au présent marché.

Toutes les précisions, informations complémentaires et réponses aux questions seront communiquées uniquement via ce forum. Celui-ci doit dès lors être régulièrement consulté.

Toutes les questions, demandes et autres devront parvenir au pouvoir en temps utiles.

Seront considérées comme demandées en temps utile, les demandes de renseignements complémentaires parvenues au Pouvoir Adjudicateur 10 jours au plus tard avant la date limite fixée de réception des offres.

Si ce délai n'est pas respecté, le Pouvoir Adjudicateur n'est pas tenu de prolonger le délai fixé pour la réception des offres, lorsque le complément d'informations n'a pas été demandé en temps utile ou qu'il est d'une importance négligeable pour la préparation d'offres recevables et ce, conformément à l'article 59 dernier alinéa de la loi du 17 juin 2016.

Les offres peuvent uniquement être introduites électroniquement sur le site internet de e-Tendering <https://eten.publicprocurement.be/>.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: CONSEIL D'ETAT

Postal address: Rue de la Science, 33

Town: BRUXELLES

Postal code: BE-1040

Country: Belgium

Internet address: <http://conseildetat.be>

VI.5. Date of dispatch of this notice

15/07/2022